En Haute-Loire, le « système Wauquiez » dénoncé

Laurent Wauquiez, à Sarlat (Dordogne), le 21 mai. L. MAZALRAY/MAXPPP

Raphaëlle Rérolle

Représailles indirectes, subventions... le président LR de la région est accusé d'avoir créé un Etat dans l'Etat

ENQUÊTE

Tutoiements, sourires et pouces en l'air : c'est dans une atmosphère particulièrement guillerette qu'« Isa » et « Laurent » ont annoncé leur candidature aux législatives de Haute-Loire. Les voici donc, samedi 14 mai, sur le parvis de la maison de santé de Saint-Maurice-de-Lignon, récemment aménagée par le conseil régional : Isabelle Valentin, 60 ans, Les Républicains (LR), députée sortante de la 1re circonscription, et Laurent Wauquiez (LR), 47 ans, son suppléant, par ailleurs président du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes. Contrairement aux rumeurs qui circulaient depuis quelques semaines, M. Wauquiez ne prend pas la tête du tandem et n'envisage donc pas de retrouver un mandat national, au moins dans l'immédiat.

Sur le ton de la plaisanterie, le président de région joue les seconds couteaux, devant une petite foule de notables et d'élus : « C'est elle, la patronne, moi je dois obéir. » Pirouette classique, face à laquelle Isabelle Valentin ne peut réprimer un cri du cœur : « Non, c'est pas vrai ! » Car si cette ancienne maraîchère est bien la titulaire, M. Wauquiez reste la figure centrale, pour ne pas dire le vrai chef du département, dont il a fait son bastion. A elle, pendant la conférence de presse, les remerciements, les déclarations d'amour à ses administrés, le serment de ne pas faire de « politique politicienne ». A lui, les choses sérieuses, autrement dit les grands axes du programme : la sécurité (entre autres, un « bouclier » de caméras aux frontières du département, pour décourager les cambriolages), le pouvoir d'achat, la santé. Et tant pis si Isabelle Valentin a voté contre toutes les lois sanitaires en période de Covid-19, mais également contre la loi de finances créant la cinquième branche de la Sécurité sociale, dédiée à l'autonomie.

Soutiens à tous les étages

Ensemble, les complices forment « la meilleure addition possible » pour la Haute-Loire, jure Laurent Wauquiez. C'est aussi la configuration qui permet au président du conseil régional de conserver son poste (incompatible avec celui de député) et donc la main sur l'imposant budget de cette région, la deuxième plus riche de France. Tous deux partagent, de surcroît, une aversion ouverte pour l'Etat et ses représentants, dont l'ancien préfet de Haute-Loire Yves Rousset a dressé un tableau cinglant dans *La Préfecture est en feu* (Abatos, « Au bout des mots », 2021). Prônant la « neutralisation » des prix des carburants, Laurent Wauquiez martèle ainsi que, « lorsque le prix de l'essence augmente, l'Etat remplit ses caisses de milliards d'euros en impôts ». Quant à Isabelle Valentin, elle attaque, bille en tête, les « gens des ministères », complètement « déconnectés de la réalité du terrain ».

Ce genre de pique passe très bien dans un département où le mouvement des « gilets jaunes » a été long et virulent, libérant des tensions qui ont culminé avec l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay, le 1er décembre 2018. Si Emmanuel Macron est arrivé en tête, au second tour de la

présidentielle, le 24 avril, c'est d'extrême justesse et presque uniquement grâce aux zones urbaines. Entre les deux tours, Isabelle Valentin avait refusé, tout comme Laurent Wauquiez, de dire pour qui elle voterait, arguant qu'elle n'avait pas de consignes à donner.

Dans cette atmosphère d'hostilité au pouvoir central, Laurent Wauquiez est accusé par ses opposants d'avoir installé en Haute-Loire une sorte d'Etat dans l'Etat, qui lui permet de compter sur des soutiens à tous les étages : non seulement la mairie, la communauté d'agglomération et le département sont dirigés par des alliés, mais le président de région aurait son mot à dire sur la plupart des décisions – d'autant qu'il garde un pied à la mairie du Puy-en-Velay (conseiller municipal) et l'autre à la communauté d'agglomération du Puy (vice-président délégué au développement économique et au numérique).

« Chasse aux sorcières »

D'après de nombreux témoins, issus d'horizons politiques variés, le fonctionnement habituel des collectivités territoriales est perverti de l'intérieur par quelqu'un qui contrôle tout et n'admet aucune contradiction. Si vous n'êtes pas dans les petits papiers du chef, disent-ils en chœur, vous n'obtenez rien. Du coup, ceux qui osent des critiques refusent presque toujours de parler à visage découvert.

Trop risqué, considère un élu local : « Notre dernier espoir de recevoir une aide s'évanouirait. » Certains vont même jusqu'à glisser qu'ils craignent des rétorsions sur leurs proches (deux anciens élus), qu'ils ne pourraient « plus vivre au Puy » s'ils parlaient (un fonctionnaire) ou même, comme Cécile Gallien, candidate de la majorité présidentielle aux législatives, maire de Vorey et vice-présidente de l'Association des maires de France (AMF), qu'elle n'aurait « pas pris autant de risques politiques face à Laurent Wauquiez » si elle avait des enfants à élever, donc des revenus à assurer. « Je suis victime d'une chasse aux sorcières, parce que je suis libre. Du coup, j'ai été évincée de plusieurs instances de développement, dépendantes de l'agglomération du Puy et du centre de gestion de la fonction publique territoriale », explique cette enfant du pays qui a recueilli 41,28 % des suffrages au second tour des législatives de 2017.

Comment Laurent Wauquiez parvient-il à imposer un tel climat ? Il y a d'abord ces violentes colères rapportées par plusieurs personnes et notamment par un élu, qui l'a vu, un jour, débouler dans son bureau en hurlant à la trahison. Le président de région, qui tutoie tout le monde, aurait aussi mis son doigt sous le nez d'un fonctionnaire en grondant : « Attention, ça va mal se terminer pour toi. » Dans le même ordre d'idée, un élu raconte avoir reçu un « petit papier menaçant », le jour où il s'est opposé à un projet municipal.

Et puis il y a les rétorsions, souvent exécutées par d'autres que Laurent Wauquiez, mais derrière lesquelles les victimes devinent sa main, comme celle d'un marionnettiste dissimulé en coulisses. Gérard Convert (Parti socialiste), maire de la commune de Chadrac (mitoyenne du Puy) jusqu'en 2020 et ancien vice-président de la communauté d'agglomération, estime ainsi avoir fait les frais de ce système à double fond.

En 2012, cet homme, aujourd'hui âgé de 74 ans, a voté contre l'extension du golf du Puy, ville chère au cœur de Laurent Wauquiez. Mal lui en a pris. Un mois après, il payait son opposition d'une éviction de son poste de vice-président chargé des finances. Par un arrêté considérant que « la

bonne marche de l'administration et des services communautaires nécessite une grande solidarité entre président et vice-présidents », Michel Joubert, président de la communauté d'agglomération et proche du maire d'alors, Laurent Wauquiez, retirait à M. Convert sa délégation et ses indemnités.

Interrogé dans L'Eveil de la Haute-Loire, le 1er juillet suivant, Laurent Wauquiez commentait : « Il est un peu compliqué d'être vice-président, de considérer que c'est bon pour la prime, mais pas pour le vote du budget. » Aujourd'hui à la retraite, M. Convert se dit « tellement écoeuré » qu'il « essaie d'oublier ». M. Wauquiez, lui, affirme : « J'adore mon département et je fais tout pour l'aider (...). Si vous croyez que les gens de Haute-Loire, qui ont à la fois du caractère et du cœur, se laissent dicter leur conduite, c'est que vous n'avez pas compris grand-chose à notre territoire. J'ai du caractère, comme les Vellaves [habitants de la région du Velay], mais j'ai appris à être beaucoup plus sage avec le temps. »

« Le seigneur des panneaux »

Reste l'arme fatale des subventions. « Wauquiez, c'est le Bon Dieu, il décide de tout et, si vous n'êtes pas d'accord avec lui, adieu les aides », affirme M. Convert. Pour chaque financement, la région impose aux bénéficiaires d'installer un panneau bleu clair à l'entrée du bourg ou de la ville : « Ici, la région agit pour votre commune. » En Haute-Loire, où ces écriteaux pullulent, M. Wauquiez est appelé « le seigneur des panneaux ». « Si l'on compare des projets de même nature portés par des communes de tailles équivalentes, celles de Haute-Loire reçoivent trois à quatre fois plus de subventions », note Johann Cesa, vice-président du groupe socialiste, écologiste et démocrate à la région.

Pour autant, mieux vaut être de droite si l'on veut prétendre à ces subsides, à en croire des chiffres publiés par Mediapart, le 10 mars 2021. Des inégalités pour lesquelles le Parquet national financier (PNF) a été saisi par l'association Anticor en 2020, mais que M. Wauquiez conteste, expliquant que « la Haute-Loire compte plus de 80 % de communes situées à droite ou au centre droit ». Le président de région affirme aussi qu'il aide tous les départements ruraux, « y compris le Cantal, l'Ardèche, l'Allier », « oubliés » par ses prédécesseurs. Selon lui, le PNF n'a pas sollicité les services de la région ni aucun élu sur ce sujet. « Je rappelle, soutient Laurent Wauquiez, qu'un élu n'est pas un fonctionnaire et qu'il a encore le choix des politiques qu'il mène, sauf à basculer dans une dictature technocratique. »

De son côté, Cécile Gallien n'a pas oublié les départementales de juin 2021 : « Laurent Wauquiez s'est mêlé de ces élections au plus près, faisant pression sur des candidats pour évincer ceux qui ne lui étaient pas acquis et exerçant, parfois, un chantage aux subventions ou aux équipements. » Telle serait la loi d'« un système clientéliste où tout est ficelé d'avance », observe-t-elle. Un monde où il faut faire « allégeance au potentat local », soupire encore Bernard Cotte.

Ancien maire du Mazet-Saint-Voy, en terre protestante (nord du département), M. Cotte (divers gauche) a vu disparaître une subvention de deux cent mille euros dès l'arrivée au pouvoir de Laurent Wauquiez, alors que ces fonds avaient été accordés par le précédent conseil régional, pour la création d'un espace culturel polyvalent. Exactement le genre de structure dont Laurent Wauquiez prétend favoriser l'émergence, au détriment des scènes métropolitaines, dont il rogne aujourd'hui les budgets.

« Ce projet n'avait pas de sens, parce qu'il était situé à quelques kilomètres d'un autre lieu culturel, et j'avais demandé qu'ils puissent travailler ensemble pour faire des économies au lieu de faire des guerres de clochers », argumente Laurent Wauquiez, soulignant aussi que la région a accordé sept cent mille euros de subventions au Mazet, mais sans préciser sur quelle période. A quoi M. Cotte rétorque qu'un centre culturel encore plus proche de sa commune a été financé par la région pour la même somme, deux cent mille euros, peu après la suppression de l'aide promise au Mazet : le lieu de mémoire du Chambon-sur-Lignon, dont la maire n'était autre que Mme Wauquiez mère, jusqu'en 2020